



PGC.SPS

PLAN GENERAL DE COODINATION DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Intitulé de l'opération

REHABILITATION DE LA CASERNE EN POLE INNOVATION

SALINES ROYALES DE DIEUZE

57260 DIEUZE

Maître de l'Ouvrage

EPFL

Rue Robert BLUM

54700 Pont à Mousson

TEL : 03 83 80 40 20

Fax : 03 83 80 40 21

Maître d'œuvre

J.Fabbri

architecte du patrimoine
655 chemin des bois
84000 AVIGNON

Tél : 06 85 54 35 61

fabbrijacques@orange.fr

Coordonnateur SPS

GERDOLLE Pascal
Chemin du palozé
54110 Haraucourt

TEL 09 64 14 31 85 Fax : 03 83 45 15 09

Pascal.gerdolle0748@orange.fr

Établi par : P. GERDOLLE		
Indice	Date	Chapitre Modifié
000	12 février 2018	ORIGINAL

AVANT PROPOS

Attention : En cas de discordance entre les pièces du marché (CCTP, AE, etc....) et le présent document, qui entraînerait une incidence financière, le maître d'ouvrage donnera sa préférence au document qu'il jugera le mieux adapté.

* Nous vous mettons en garde sur le fait que cette opération sera réalisée dans le respect de la loi 93-1418 et ses décrets d'application en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité dans les opérations de bâtiment et de génie civil.

* Dans cet optique, nous attirons votre attention sur l'importance de l'organisation autour de ces textes pour la bonne marche de l'opération.

* Vous devez faire en sorte que l'organisation de vos travaux tienne compte des éléments décrits dans le présent PGC SPS, celui-ci pourra faire l'objet de modification en cours d'opération pour apporter des améliorations ou des changements consécutifs au déroulement du chantier. Ces modifications n'interviendront qu'après que vous en soyez informés.

* Les entreprises qui le souhaitent peuvent proposer des variantes au P.G.C.S.P.S sous réserve que celles-ci soient plus pertinentes et mieux adaptées que les directives proposées dans le présent document.

- ✚ Les entreprises devront mettre en application les articles **L 4531-1** à **L 4535-1**
- ✚ et les articles **R 4532-1** à **R 4535-10** du code du travail, en remplacement du décret du 08 janvier 1965 abrogé le 01 mai 2008
- ✚ ils devront aussi mettre en application l'article L4121-2 du code du travail ci-dessous énoncé.

Principes généraux de prévention

Article L4121-2 du Code du travail

- L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'Article L4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1° Eviter les risques ;

2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;

3° Combattre les risques à la source ;

4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;

5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;

6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;

7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'Article L1152-1 ;

8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;

9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs

SOMMAIRE

AVANT PROPOS.....	2
1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER	6
1.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION.....	6
1.1.1 Nom de l'opération	6
1.1.2 Adresse du chantier	6
1.1.3 Calendrier général des travaux	6
2 ORGANISMES DE PREVENTION	6
2.1 Inspection du travail	6
2.2 CARSAT	6
2.3 OPPBTP	7
3 SERVICES DE SECOURS	7
3.1 POMPIERS	7
3.2 SAMU	7
3.3 POLICE – GENDAMERIE.....	7
3.4 Accident du travail	7
3.5 Secouriste du travail	7
3.6 Moyen d'appel au secours	8
3.7 Boite de premier secours	8
4 LISTE DES LOTS.....	8
5 DESAMIANTAGE	9
5.1.1 Circulation Balisage	9
5.2 Désamiantage	9
5.2.1 Rapport de repérage des MCA	9
5.2.2 Travaux de retrait.	9
5.2.3 Mesures d'empoussièrement	9
5.2.4 Zones de stockage avant expédition	9
5.2.5 Filière de traitement et transport	9
5.2.6 Mesures libératoires.....	10
5.2.7 RFI & Bordereau de suivi des déchets.	10
6 ACCES CHANTIER	10
7 CLÔTURE DE CHANTIER	11
8 CONTROLE D'ACCES.....	11
9 CIRCULATION INTERIEURE	12
10 LOCAUX PREVUS POUR LE PERSONNEL	12
10.1 A la charge de chaque lots	12
10.2 Locaux mis en commun.....	12
11 BUREAU DE CHANTIER ; SALLE DE REUNION	13
12 INSTALLATION DE CHANTIER.....	13
13 ELECTRICITE DE CHANTIER	14
14 CONSIGNATIONS.....	14
14.1 Consignation électrique (si nécessaire).....	14
14.2 Consignation chauffage (si nécessaire).....	14
14.3 Consignation plomberie, (si nécessaire)	14
15 CONSOMATIONS.....	15
16 STOCKAGE DES MATERIAUX ET INSTALLATION DE MAGASINS.....	15
17 STOCKAGE ET ELIMINATION DES DECHETS	15
17.1 Stockage et élimination	15
17.2 Gestion des déchets de chantier.....	16
18 NETTOYAGE DU CHANTIER ET DES ABORDS	16
19 MANUTENTION APPROVISIONNEMENT	16
19.1 Manutention.....	16
19.2 Mise à disposition de matériel de manutention	16
20 TRAVAUX SUPERPOSES	17
21 TRAVAUX EN HAUTEUR, ECHAFAUDAGE	17

22	MICRO PIEUX	18
22.1	Avant travaux	18
22.2	Pendant les travaux	18
23	DESAMIANTAGE	18
23.1	Signalisation	18
24	GROS ŒUVRE.....	18
25	MENUISERIES EXTERIEURES FERMETURES	19
26	PROTECTION INCENDIE	19
27	BRUITS ET NUISANCES	20
28	SOUS-TRAITANTS.....	20
28.1	Les entreprises titulaires doivent :	20
28.2	Les sous-traitants doivent :	20
29	PERSONNEL ETRANGER.....	20
30	Inspections communes & PPSPS.....	21

PPSPS

1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION

1.1.1 Nom de l'opération

REHABILITATION DE LA CASERNE EN POLE INNOVATION

1.1.2 Adresse du chantier

SALINES ROYALES DE DIEUZE
57260 DIEUZE

1.1.3 Calendrier général des travaux

Date de début des travaux : 2 semestre 2018

Durée des travaux : 12 mois dont 1 mois de préparation

2 ORGANISMES DE PREVENTION

2.1 *Inspection du travail*

32, avenue André Malraux
57046 Metz Cedex 01

Tél. : 03 87 56 54 00

Fax : 03 87 55 99 87

2.2 CARSAT

Service Prévention
Bâtiment et TP
81 à 85, rue de Metz
54073 NANCY Cedex

Tel : 03.83.34.49.01

Fax : 03.83.34.48.70

2.3 OPPBTP

ANTENNE
9, rue de Tarbes
54270 ESSEY LES NANCY

Tel : 03.83.20.20.03

Fax : 03.83.20.96.80

3 SERVICES DE SECOURS

3.1 POMPIERS

Tel 18 depuis un poste fixe

112 depuis un portable

3.2 SAMU

Tel 15 depuis un poste fixe

112 depuis un portable

3.3 POLICE – GENDAMERIE

Tel 17 depuis un poste fixe

112 depuis un portable

3.4 Accident du travail

Les entreprises devront systématiquement informer le coordonnateur sécurité et protection de la santé de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes.

Cette obligation est applicable aux travailleurs intérimaires (l'entreprise utilisatrice devra se procurer la déclaration de la société d'intérim et la transmettre au coordonnateur).

A la charge de : Tous les lots titulaires ou sous-traitants

Observations : pouvoir analyser toutes les situations à risques et les causes de l'accident ou incident de manière à en tirer le meilleur profit.

3.5 Secouriste du travail

Chaque entreprise devra avoir un secouriste du travail au sein de son équipe et précisera le nom dans son P.P.S.P.S. Dans le cas de sous-traitance, l'entreprise titulaire imposera à ses sous-traitants la présence d'un secouriste du travail, qui restera présent sur le chantier pendant la durée des travaux. Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables

sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial d'aptitude ou son actualisation.

A la charge de : Tous les lots titulaires ou sous-traitants

Observation : Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si elles ont un secouriste du travail présent sur le chantier.

3.6 Moyen d'appel au secours

- 1) Mettre en place un téléphone accessible par tout le personnel pendant les heures travaillées (point phone avec N° libre par exemple).
- 2) Les N° à appeler en cas d'urgence seront affichés à côté de ce poste téléphonique.
- 3) Les consignes d'appel des secours seront rappelées dans tous les P.P.S.P.S. Une procédure sera arrêtée en concertation avec le coordonnateur et le maître d'ouvrage pour l'ensemble des entreprises.
Les consignes seront affichées dans tous les lieux de travail et dans les locaux sociaux.
- 4) la mise à disposition par les différentes entreprises d'un téléphone portable à leur personnel sera admise sous condition qu'il soit en ordre de marche. (Réseau accessible et batterie chargée)

A la charge de : 1) & 2) lot N° 3 gros œuvre
3) & 4) tous les lots

Observation : Faire en sorte que les secours soient alertés le plus rapidement possible.

3.7 Boîte de premier secours

- 1) Mise en place d'une pharmacie pour l'ensemble du personnel de chantier avec cahier d'enregistrement. Réapprovisionnement de la pharmacie.
- 2) Les entreprises utilisant des produits spécifiques nécessitant un complément de la pharmacie compléteront celle ci avant leur intervention.
- 3) Les entreprises ayant utilisé des produits compléteront celle –ci.

A la charge de : 1) lot N° 3 gros œuvre
2) & 3) tous les lots

Observation : Éviter les boîtes de secours stockées n'importe comment dans les véhicules de chantier.

4 LISTE DES LOTS

Lot n°1 : Désamiantage
Lot n°2 : Micro pieux
Lot n°3D : Gros œuvre
Lot 4 : Pierre de taille enduit
Lot 5 : Charpente couverture
Lot 6 : Menuiseries extérieures

5 DESAMIANPAGE

5.1.1 Circulation Balisage

Un plan de circulation devra être établi pour tous les déplacements entre les zones de travail, le cantonnement et les zones de stockage.

Un balisage des zones les plus dangereuses du chantier (accès aux tunnels d'entrée de zone, stockage des MCA), devront être signalées par un panneau marqué « DANGER AMIANTE »,

Zones de stockage

L'entreprise doit prévoir différentes zone, sur sont installation de chantier. Chaque zone de stockage étant affectée aux différents types de déchets contaminés.

Les clôtures de la zone de stockage devront être cadenassées.

5.2 Désamiantage

Procédures à mettre en œuvre :

5.2.1 Rapport de repérage des MCA

Joint au DCE, un rapport de repérage avant travaux, de matériaux contenant de l'amiante. Ce document servira de base à l'élaboration d'un plan de retrait.

5.2.2 Travaux de retrait.

Rédaction par l'entreprise d'un plan de retrait. Ce plan de retrait doit être adressé par l'entreprise un mois avant le début des travaux de retrait, à l'Inspection du travail, à la CRAM, à l'OPPBTP, au médecin du travail de l'entreprise au Maître de l'ouvrage et au coordonnateur SPS. Les coordonnées de ces organisme ce trouvent en tête de ce document.

Ces travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante doivent être réalisés avant le début de tous autres travaux.

Il y a donc lieu de faire un point précis Zone par Zone de l'immeuble à préciser dans le P.P.S.P.S. ainsi que les modes opératoires.

5.2.3 Mesures d'empoussièrement

Rappel établir :

- Une stratégie d'échantillonnage.
- La réalisation de prélèvement.
- L'analyse des échantillons par un organisme indépendant.

La production d'un rapport d'analyse

5.2.4 Zones de stockage avant expédition

Une zone de stockage devra être aménagée est clôturée pour permettre le regroupement de tous les matériaux amiantés retiré des différents immeubles.

Cette zone devra être facilement accessible pour permettre un chargement aisé lors de l'enlèvement. Des panneaux avec les mentions ATTENTION AMIANTE devront y être apposés.

5.2.5 Filière de traitement et transport

L'entreprise à la responsabilité du choix de la filière de traitement des MCA retiré sur le site, classe 1, 2 ,3 suivant le type de déchet.

Les déchets amianté sont classés comme marchandise dangereuses de classe 9 par le règlement ADR du transport par voie terrestre. Le transporteur doit se mettre en conformité et avoir à bord de son véhicule tous les documents relatif à ce type de transport.

5.2.6 Mesures libératoires

Après désamiantage et avant restitution des locaux pour démolition, il appartient à l'entreprise d'effectuer des mesures du niveau d'empoussièrement des locaux en META les prélèvements et les analyses seront réalisés par un organisme agréé.

5.2.7 RFI & Bordereau de suivi des déchets.

A l'issue des opérations de retrait l'entreprise devra établir un Rapport Final d'Intervention (RFI), qui servira à la mise à jour du DIUO établi par le CSPS. Ce rapport doit contenir ;

1. Le plan de retrait et ses éventuels compléments
2. Le journal de chantier
3. Le recueil des PV et analyse consignations etc.
4. Les CAP des déchets
5. Les BSDA BSDI des différents déchets
6. Les certificats d'élimination
7. Le PV de réception de levé des réserves
8. Un plan faisant apparaître les MCA retirés ou encapsulés

A la charge de : Lot N° 1

Observation : Localisation des matériaux contenant de l'amiante se reporter au rapport joint au dossier de consultation.

6 ACCES CHANTIER

L'accès de chantier se fera par la rue Raymond BERR, en fonction de la solution retenue offrant le moins de risque pour les circulations.

Les livraisons se feront de la même manière.

Une signalisation sera établie aux abords du chantier sur les voies d'accès donnant sur le site.

Elle comprendra :

Panneaux travaux,

Limitations de vitesse si nécessaire,

Tous les panneaux nécessaires à la sécurité des usagers de la route et du personnel de chantier.

Si pour des raisons de facilité et de sécurité l'emprise du chantier devait déborder sur la voie publique, les demandes d'autorisation de voirie ou autres devront être faites avant les aménagements envisagés.

A la charge de : lot N° 3 gros œuvre

Observation : la coactivité devra être limitée au maximum entre les usagers les riverains et les activités du chantier.

7 CLÔTURE DE CHANTIER

Mise en place d'une clôture isolant le chantier du domaine public ou des établissements voisins. Compléter ou doubler la clôture existante si elle fait moins de deux mètres de haut ou lorsqu'elle est détériorée le site devra être totalement clos avant le début des travaux.

Les clôtures seront de type clôture HERAS, aspect neuf, et solidement fixées dans le sol, solidarisés entre eux par un système de cavalier inviolable. Les panneaux seront solidement fixés et ne devront pas risquer de se détériorer sous l'effet du vent. Toute fois si la clôture existante est en bonne état elle peut être conservée. En cas de dégradation de celle-ci il faudra la remplacer par de la barrière type héras de manière assurer une bonne fermeture du chantier.

- Hauteur minimum de 2 mètres.
- 1 portail de 4 mètres (2 vantaux) du même type que la clôture et fermant à clef et un portillon pour le passage piétonnier. (si nécessaire)
- les portails devront être fermés en permanence pendant les heures de travail.
- Linéaire suffisant de clôture à prévoir en cas de modification du périmètre du chantier.
- L'entreprise réalisera une zone de stockage regroupée pour toutes les entreprises intervenantes sur l'ensemble du chantier clôturé par un grillage HERAS.
- Lors du départ du lot titulaire de l'installation de chantier, une autre entreprise sera désignée pour assurer la fermeture du chantier et l'entretien des sanitaires.
- l'entreprise s'assurera que les accès au chantier sont bien fermés en dehors des heures de travail.
- 3) l'entreprise mettra à disposition dans le bureau de chantier de protections individuelles pour la Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre (10 équipements : bottes de sécurité, casques).
-

A la charge de : lot N°3 gros œuvre

Observation : le chantier ne doit pas être une zone touristique.

8 CONTROLE D'ACCES

Il n'est pas prévu de gardiennage de chantier.

Le contrôle d'accès est réduit au port du nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou sur le casque.

Toutes personnes qui accèdent au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles suivantes :

- Casque,
- Chaussures de sécurité

L'entreprise qui accueille des visiteurs, fournit le matériel de sécurité à ses invités.

En cas de visite de groupe organisée par une entreprise, une autorisation de visite devra être demandée au maître d'ouvrage et une information devra en être faite au coordonnateur SPS pour avis et agrément.

Les entreprises doivent informer leurs fournisseurs des consignes d'accès au chantier

A la charge de : Tous les lots

Observation : Ces dispositions permettront de repérer les personnes étrangères au site.

9 CIRCULATION INTERIEURE

- 1) Un plan d'installation de Chantier et de circulation devra tenir compte de la nécessité de conserver un accès aux services de secours
- 2) La circulation, le stationnement des véhicules personnels et d'entreprises sont interdits dans l'enceinte du chantier.

Seuls les véhicules en cours de chargement ou déchargement seront acceptés dans l'enceinte du chantier pendant les phases de chargement et de déchargement.

En dehors des phases de chargement et de déchargement, le stationnement des véhicules se fera dans le respect des règles du code de la route, sur les emplacements désignés, ou en dehors du site.

A la charge de : 1) lot N° 3 gros œuvre
2) Tous les lots

Observation : Éviter l'engorgement des voies de circulation et le stationnement sauvage, qui est pratiquement à chaque fois risque d'accident.

10 LOCAUX PREVUS POUR LE PERSONNEL

10.1 A la charge de chaque lots

Vestiaires équipés d'armoires : 1 par salarié.

L'entreprise titulaire d'un lot reste responsable de la mise en place des installations de ses sous – traitants.

A la charge de : Tous les lots

Observation : En cas de non – réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante, les manquements seront portés au registre journal de la coordination.

10.2 Locaux mis en commun

Le cantonnement, à la charge de l'entreprise de gros œuvre, sera dimensionné conformément à la réglementation et en fonction des données suivantes, nombre de salariés à prendre en compte 20. Réfectoire pour 20 salariés équipé de tables, de chaises, 1 chauffe gamelles et 1 réfrigérateur.

Nota : **La prise de repas en dehors du réfectoire est interdite**

Charge à ce lot de prévoir des sanitaires pour du personnel féminin (se renseigner auprès des autres corps d'état) Le nettoyage journalier des installations ainsi que la fourniture des consommables sont à la charge de chaque lot.

Les installations à raccorder aux réseaux existants seront chauffés dès que cela est nécessaire.

- Lavabo
- WC
- Eau froide ; - Eau chaude

Les sanitaires seront équipés de chasse d'eau et seront raccordés au réseau d'évacuation – Article R 4228-1 ; R4228-10 à 4228-19) Du code du travail.

Du fait de la présence de personnel féminin de plus en plus présent sur les chantiers il faut prévoir un bloc sanitaire spécialement réservé aux dames.

Les sanitaires dits « chimiques » sont interdits.

L'entretien de ces équipements est à la charge du lot GO et ce, jusqu'à réception des travaux.

A la charge de : lot N°3 GO

Observation : En cas de non – réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante, les manquements seront portés au registre journal de la coordination

11 BUREAU DE CHANTIER ; SALLE DE REUNION

La fourniture et l'entretien de la salle de réunion à la charge de l'entreprise de gros œuvre.

L'équipement à la charge de l'entreprise de gros-œuvre comprendra :

Tables de réunion pour 20 personnes.

20 chaises minimum,

Une armoire fermant à clé,

Local chauffé et éclairé.

Et ce jusqu'à réception des travaux

A la charge de : lot N°3 GO

Observation : l'entretien de la salle de réunion sera à la charge du lot gros œuvre jusqu'à la fin du chantier. En cas de défaillance du titulaire, il sera fait appel à une entreprise extérieure, les frais occasionnés lui seront imputés.

La salle de réunion ne pourra servir à aucune autre utilisation sans l'accord express du Maître d'ouvrage ou du coordonnateur SPS.

12 INSTALLATION DE CHANTIER

Établir un plan d'installation de chantier. Dès sa réalisation et avant toute intervention, ce plan devra être transmis au Maître d'Ouvrage et au coordonnateur SPS pour avis.

Sur ce plan devra figurer :

- 1) L'emplacement des installations de chantier. (Salle de réunion, locaux du personnel, sanitaires, etc.)
- 2) L'emplacement et cheminements (circulation des véhicules et des piétons).
- 3) L'emplacement des zones de stockage.
- 4) L'emplacement des aires de préfabrication éventuelles.
- 5) L'implantation des points provisoires d'eau et d'électricité.
- 6) Le tracé de la clôture de chantier et l'implantation de la zone d'accès.
- 7) La signalisation routière extérieure et intérieure au chantier.
- 8) La position des matériels utilisés par l'entreprise de gros œuvre (grue éventuelle, élévateurs, bétonnière, etc.).
- 9) position du coffret électrique générale de chantier
- 10) position du point de rencontre avec les secours

A la charge de : lot N°3 GO

Observation : les clôtures de chantier pourront être modifiées en fonction des impératifs du chantier, toutes modifications de l'installation de chantier devra faire l'objet de l'accord du coordonnateur SPS.

13 ELECTRICITE DE CHANTIER

1) Branchement électrique de chantier : sera à la charge du lot N°3 pour la durée du chantier.

Alimentation électrique générale et le raccordement du cantonnement se fera depuis une armoire fermée à clef et protégée par un disjoncteur d'une sensibilité de 500mA.

2) La distribution électrique des différentes zones du chantier se fera depuis le tableau principal par des coffrets de prises (minimum 6 prises), de sorte que les utilisateurs n'ait pas à dérouler des rallonges de plus de 25 ml. Le réseau provisoire de distribution depuis le tableau de chantier sera réalisé par une entreprise spécialisée et comprendra :

- Eclairage des zones sombres et de toutes les circulations (50 lux minimum).

1 coffret de 6 prises par niveau et par étage au minimum, et plus suivant les besoins. L'espacement entre deux coffrets doit permettre l'utilisation de rallonges de 25ml maximum.

- Une vérification des installations est obligatoire dès la mise en place initiale et à chaque modification importante avec PV de contrôle.

Les entreprises donneront notifier en temps utile au lot titulaire, leurs besoins en puissance.

Les armoires seront obligatoirement cadenassées et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.

A la charge de : 1) lot N° 3 gros œuvre

Observation : évité le branchement rallonge sur rallonge qui est source d'accident.

14 CONSIGNATIONS

14.1 Consignation électrique (si nécessaire)

A réaliser par l'entreprise titulaire, en cas de modification d'un réseau existant ou en cas de mise sous tension partiel ou complète avant réception des travaux et qui devra transmettre au coordonnateur S.P.S un P.V précisant : la date de la consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.

14.2 Consignation chauffage (si nécessaire)

A réaliser par l'entreprise titulaire, qui devra transmettre au coordonnateur S.P.S un P.V précisant : la date de la consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.

14.3 Consignation plomberie, (si nécessaire)

A réaliser par l'entreprise titulaire, qui devra transmettre au coordonnateur S.P.S un P.V précisant : la date de la consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.

A la charge de : lot N° 3 GO

Observation : le titulaire du lot s'informer au près du MO & Moe pour connaître l'état des différents circuits.

15 CONSOMMATIONS

Les consommations :

Électricité. (Un comptage sera mis en place au point de raccordement)

Eau potable. (Un comptage sera mis en place au point de raccordement)

Consommables Bureautique, hygiène

A la charge de : Compte prorata

Observation : un comité de compte prorata devra être mise en place par le lot GO

16 STOCKAGE DES MATERIAUX ET INSTALLATION DE MAGASINS

1) L'entreprise de gros œuvre en accord avec le coordonnateur SPS répartira les zones matérialisées sur le plan d'installation de chantier selon les besoins. Les dispositions alors arrêtées seront respectées pendant toute la durée du chantier. Les entreprises préciseront dans leur P.P.S.P.S. l'utilisation ou non de magasins mobiles

2) Les entreprises installeront leurs magasins et aires de stockage selon le principe prévu sur le plan d'installation de chantier. L'entreprise devra tenir compte des consignes données par le coordonnateur lors de l'inspection commune.

3) Chaque entreprise utilisant des produits étiquetés joindra la fiche sécurité du produit à son P.P.S.P.S. La règle du permis de feu pourra être mise en vigueur.

4) Le stockage et l'approvisionnement seront limités aux utilisations hebdomadaires. (Voir moins si produits à risques)

A la charge de : 1) Lot N°3 GO
2) ;3) & 4) tous les lots

Observation : évité les installations sauvages sur le chantier

17 STOCKAGE ET ELIMINATION DES DECHETS

17.1 Stockage et élimination

1) Les gravats de démolition seront évacués au fur et à mesure de l'avancement des démolitions.

2) Les bennes seront implantées selon les dispositions indiquées sur le plan d'installation de chantier.

3) Chaque entreprise devra éliminer ses gravats ou déchets par ses propres moyens.

4) Chaque jour les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de toutes salissures.

5) Rappel il est strictement interdit de faire du feu sur le chantier pour éliminer des déchets.

A la charge de : 1) & 2) lot N° 3 GO
3) 4) & 5) tous les lots

Observation : les entreprises qui ne laisseraient pas leur zone de travail propre se verraient pénalisées et notées au registre de la coordination. Les frais engendrés seront pris en charge par le compte PRORATA

17.2 Gestion des déchets de chantier

- 1) Mise en place pendant la durée du chantier, de bennes permettant un tri sélectif : inertes non recyclables, recyclables, non recyclables incinérables, spéciaux (suivant besoins et plannings du chantier).
- 2) Fourniture d'une notice précisant le mode opératoire de démolition et d'élimination des déchets. Suivi des déchets par bordereaux d'élimination.

A la charge de : lot N°3 Gros Œuvre

Observation : label HQE

18 NETTOYAGE DU CHANTIER ET DES ABORDS

1. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. Un nettoyage plus méticuleux sera effectué toutes les fins de semaine.
 2. Les véhicules devront laisser les voies publiques dans un parfait état de propreté.
- En cas de souillure, les entreprises responsables effectueront à leurs frais le nettoyage des zones concernées.

A la charge de : lot N°3 GO

Observation : En cas de défaillance de l'entreprise, le MO fera effectuer le nettoyage par une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise titulaire, ou si l'entreprise n'est pas identifiée les frais seront mis à la charge du compte PRORATA.

19 MANUTENTION APPROVISIONNEMENT

19.1 Manutention

Les entreprises doivent prévoir dans leurs P.P.S.P.S. des modes opératoires réduisant les manutentions manuelles.

Gros œuvre, utilisation de : grue, transpalette, monte-charges.

Menuiseries : extérieure et intérieure : grue, monte-charges, chariots.

Faux-plafonds : grue, monte-charges, chariots.

Peinture et revêtements : monte-charges, chariots.

La manutention s'effectuera avec les protections individuelles :

Gants de protection, vêtements de travail, casque, chaussures de sécurité.

19.2 Mise à disposition de matériel de manutention

L'utilisation du matériel de levage et manutention d'un autre corps d'état sera admis sous réserve de l'accord de l'entreprise à qui appartient le matériel et sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité.

Les conditions d'utilisation devront être précisées par le propriétaire du matériel dès l'inspection commune (coût horaire, délai pour planification, etc.).

Le matériel doit toujours être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient. L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté.

Le guidage est effectué par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel

Les frais de matériel et de personnel sont à la charge de l'entreprise utilisatrice.

L'entreprise à qui appartient le matériel de manutention assurera l'affichage systématique des charges admissibles.

A la charge de : Tous les lots

Observation : adapter le travail à l'homme dans de bonnes conditions de sécurité.

20 TRAVAUX SUPERPOSES

Toutes les interventions simultanées ou superposées sont interdites sur une zone réduite. Les phases de présomption de difficultés dans ce domaine feront l'objet d'une inspection commune interentreprises avec le coordonnateur.

Certaines phases peuvent être éventuellement décalées en accord avec le maître d'œuvre.

L'installation d'atelier de fabrication dans les zones de travaux est interdite.

A la charge de : Tous les lots

Observation : éviter la coactivité des entreprises qui pourrait altérer les conditions de sécurité

21 TRAVAUX EN HAUTEUR, ECHAFAUDAGE

Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le type de matériel qu'elle compte mettre en œuvre ainsi que le principe d'installation et l'organisation des rotations de matériel.

Le prêt de matériel d'échafaudage entre entreprises est soumis à l'avis préalable du coordonnateur.

L'utilisation de protections individuelles sera tolérée pour la mise en place de protections collectives. Pour les autres interventions les protections collectives sont obligatoires (voir paragraphe protections collectives) Les entreprises devront mettre à disposition de leur personnel, des échafaudages réglementaires, Ces échafaudages devront comporter tous accessoires de sécurité, plinthes et autres, en conformité avec la réglementation en vigueur. Les échafaudages disposés au droit ou sur le domaine public devront être réalisés conformément à la demande et suivant les instructions des services publics concernés, y compris toutes protections et signalisations de jour et de nuit. Ces échafaudages devront comporter une protection par bâches en toile ou en polyéthylène, ou par filet selon le cas. Après toute mise en place d'un échafaudage sur pied ou après son déplacement un contrôle devra être effectué par une personne agréée et un PV de réception sera établi et signé par la personne qui aura effectué le contrôle. (Recommandation CNAMTS R 408).

A la charge de : Tous les lots concernés

Observation : éviter le matériel non conforme ou en mauvais état souvent responsable d'accidents graves.

22 MICRO PIEUX

22.1 Avant travaux

L'entreprise titulaire devra faire parvenir des DICT aux différents concessionnaires et demander les plans de recollement des installations existantes.

22.2 Pendant les travaux

L'entreprise est tenue de mettre en œuvre toutes les mesures de protection nécessaires à la mise en œuvre de ses travaux.

Un balisage des zones concernées, veiller à ne pas se retrouver en situation de travaux superposés, au quel cas changer de zone de travaux si possible ou attendre la fin des travaux supérieurs. Suivant sujétion du Maître d'œuvre en fonction du planning ou de la rotation qu'il aura établi.

A la charge de : Lot N° 2

Observation : maintenir un niveau de sécurité maximum

23 DESAMIANPAGE

23.1 Signalisation

Présentation dans le P.P.S.P.S. d'un mode opératoire précis avec détermination des zones à risques. Balisage des zones à risques par barrières et garde-corps fixes (la rubalise est un moyen de signalisation et ne peut en aucun cas être considéré comme une protection

A la charge de : lot N° 1 désamiantage

Observation : éléments du PPSPS

24 GROS ŒUVRE

L'entreprise devra utiliser des procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.

Les étalements et les coffrages de poutres devront être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps ou tout autre mode de protection collective dans toutes les phases provisoires du chantier.

Les fers en attente sur les ouvrages B.A. devront être crossés à leur extrémité ou munis de bouchons de protection.

Lors de la réalisation de planchers, l'entreprise de gros œuvre devra la mise en place de protections collectives en rives et au pourtour de trémies. Ces protections devront être réalisées pour assurer la protection dès le coffrage du plancher et assurer une continuité jusqu'à la mise en places d'équipements définitifs

L'entrepreneur devra blinder les fouilles conformément à l'article 66 du décret du 8 janvier 1965.

Le périmètre de chaque fouille sera signalé sur la totalité du linéaire par un balisage. Le remblaiement des fondations périphériques devra être effectué dès la réalisation du plancher du rez-de-chaussée pour les immeubles sur sous-sol, ou dès l'élévation des murs en cas de construction de plein pied.

Les fouilles à proximité des circulations seront protégées par un barriérage rigide et non pas par de la rubalise.

Mise en place de passerelles avec garde-corps pour les franchissements des fouilles ou des sur-largeurs de terrassement.

Toutes les trémies ou réservations horizontales dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devront être protégées au moyen de garde-corps complet (lisse 1,00 m, sous lisse 0,45 m, et d'une plinthe à 15 cm de hauteur au moins).

Les trémies ou réservations horizontales dont les dimensions inférieures à 0,80 m seront recouvertes d'une protection fixée au sol.

Afin de permettre la mise en place du matériel d'échafaudage extérieur nécessaire aux travaux de façade, l'entreprise de gros œuvre, préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et le compactage des abords de façades accessibles de l'ouvrage sur une largeur de 2 m.

A la charge de : lots N°3 GO

Observation : les protections collectives doivent être mises en place dès que les ouvrages sont en place et ne doivent être démontée que pour être remplacées par un équivalent définitif.

25 MENUISERIES EXTERIEURES FERMETURES

L'entreprise précisera dans son PPSPS la méthodologie retenue pour la pose des châssis en hauteur.

Zone de stockage à préciser dans sons PPSPS

Mode opératoire démontage éléments existants et évacuations à préciser

A la charge de : Lot N°6

Observation : éviter les improvisations éventuellement mettre en commun les ressources

26 PROTECTION INCENDIE

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble des postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. Ces zones de travail à risques devront être signalées et interdites aux autres corps d'état.

La règle du permis feu pourra être imposée pour toute intervention par point chaud. Ce permis feu journalier ou hebdomadaire suivant l'importance des risques créés, prévoira une interruption d'intervention par point chaud ½ heure avant le départ des salariés, et une visite par la personne de l'entreprise responsable de la sécurité qui devra s'assurer de l'absence de fumée ou d'odeur une ½ heure après l'arrêt des interventions par point chaud.

Le permis feu sera demandé auprès d'un responsable de la maîtrise d'œuvre ou du représentant du maître d'ouvrage.

A la charge de : tous les lots concernés

Observation : éviter tous risques d'incendie sur le chantier.

27 BRUITS ET NUISANCES

Les entreprises utiliseront du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur. Notamment le décret n°88-523 du 5 mai 1988. (Émergence supérieure ou égale à 5 décibels a (dB) de 7 h à 22 h).

A la charge de : tous les lots concernés

Observation : les bruits peuvent être la cause d'accident ou de maladie professionnelle

28 SOUS-TRAITANTS

28.1 Les entreprises titulaires doivent :

- Transmettre au coordonnateur S.P.S. les coordonnées des sous traitants **agréés par le Maître d'ouvrage**, au minimum 10 jours avant le début de l'intervention du sous traitant. Cette information concernera les coordonnées du sous traitant, la description des travaux qui seront confiés au sous traitant ainsi que les délais que ce dernier a pour réaliser sa prestation.
- Transmettre le P.G.C.S.P.S à leurs sous traitants.
- Informer leurs sous traitants qu'ils devront :

Et ce après agrément du Maître d'ouvrage.

28.2 Les sous-traitants doivent :

- Participer à une inspection commune avec le coordonnateur S.P.S.
- Rédiger un P.P.S.P.S. après avoir participé à une inspection commune

A la charge de : tous les lots

Observation : les entreprises sous-traitantes ont les mêmes obligations que les entreprises titulaires.

Aucune entreprise sous-traitante **ne sera admise sur le chantier**,

- sans avoir reçu l'agrément du maître d'ouvrage,
- sans participé à une inspection commune avec le coordonnateur SPS
- et sans avoir fait son PPSPS,
- c'est pourquoi il faut, pour les entreprises titulaires, s'y **prendre suffisamment tôt**.

29 PERSONNEL ETRANGER

Si vous faites intervenir du personnel de nationalité étrangère, il devra avoir toutes les autorisations de travail sur le territoire et une personne dans chaque nationalité représentée sur le chantier, devra avoir une parfaite maîtrise du Français de manière à bien comprendre les directives du coordonnateur et pouvoir les traduire à ces collègues. Si tel n'était pas le cas le coordonnateur peut demander à ces personnes de quitter le chantier sans préavis. Cette mesure n'est pas discriminatoire, mais a pour seul but d'éviter des accidents qui pourraient arriver suite à une mauvaise interprétation des consignes

A la charge du : Titulaire + S/T

Observation : éviter les intrusions de personnes étrangères au chantier et pouvoir se faire comprendre de tous.

30 Inspections communes & PPSPS

Un responsable de chaque entreprise devra participer à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS, avant le démarrage de ses travaux et avant la remise de son P.P.S.P.S.

Le P.P.S.P.S. doit être rédigé en trois exemplaires par le personnel d'encadrement de chantier de chaque entreprise,

- 1 exemplaire dématérialisé à l'adresse Mail du coordonnateur pour agrément et
- un exemplaire papier pour le coordonnateur SPS pour être joint au registre journal de la coordination,
- un autre exemplaire devra être signé par le personnel travaillant sur le chantier et déposé au bureau de chantier pour y être consulté par la maîtrise d'œuvre ou les organismes de prévention.
- Il est spécifique à chaque chantier. L'intervention sur le chantier n'est autorisée que dans le délai de 10 jours après transmission du P.P.S.P.S. au coordonnateur S.P.S.

Dans le P.P.S.P.S., les entreprises présenteront l'analyse des risques de leur activité et les solutions apportées pour supprimer ces risques ou les amoindrir et présenteront leur(s) mode(s) opératoire(s) sous forme de schéma(s).

Avant intervention sur le chantier et après que le P.P.S.P.S. ait été accepté par le coordonnateur l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le P.P.S.P.S. et le faire signer. (Le coordonnateur sera informé de cette réunion et pourra y participer).

A la charge de : tous les lots

Observation : permettre une bonne harmonisation des taches interentreprises.